La crise dans les vœux aux Français : l'*ethos* présidentiel au défi de la conjoncture et du rituel

The crisis in the French president's new year speech: the presidential ethos challenged by economic conditions and ritual

La crisis de los votos hacia los franceses. El ethos presidencial al desafío de la coyuntura y del ritual

Frédéric Moulène

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/22945>

DOI : 10.4000/mots.22945

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2017

Pagination : 37-50

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Frédéric Moulène, « La crise dans les vœux aux Français : l'*ethos* présidentiel au défi de la conjoncture et du rituel », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 115 | 2017, mis en ligne le 21 novembre 2019, consulté le 04 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/mots/22945> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.22945>

La crise dans les vœux aux Français : l'*ethos* présidentiel au défi de la conjoncture et du rituel

La fin des Trente Glorieuses a rendu encore plus périlleux qu'autrefois l'exercice des « vœux aux Français », adressés chaque année par le Président de la République. En effet, depuis 1973, la « crise », qui renvoie à une situation économique dégradée et difficilement réactive à l'action politique, perturbe durablement un discours visant à rassurer les citoyens sur l'état du pays et les convaincre de l'efficacité des mesures engagées, surtout dans la perspective de prochaines échéances électorales.

Si par essence, une crise économique se caractérise par un « retournement brutal de la conjoncture », le terme peut également recouvrir « l'ensemble de la phase de dépression » marquée par une baisse de la production (Albertini et Silem, 1995, p. 177 et 193). La crise peut donc être brève mais devenir aussi structurelle, du fait notamment des mutations que l'économie mondiale connaît depuis plus de quarante ans : chocs pétroliers, accélération de la mondialisation, émergence de nouvelles puissances, déréglementation financière. Cela autorise le chef de l'exécutif, lorsqu'il doit rendre compte de la situation économique de la France au moment des vœux, à aborder une grande variété de phénomènes.

Nous nous proposons ici d'explorer de quelle manière la crise est traitée dans les vœux présidentiels, appelés par principe à souhaiter au peuple qu'il recueille les fruits de la prospérité nationale, tout en lui indiquant les contraintes qui pèsent sur la décision politique et les sacrifices que cela implique d'accepter. En ce sens, il s'agit bien souvent d'un discours du « devoir faire » (Mayaffre, 2012b, p. 178), discours d'autant plus légitime qu'il émane de celui qui se trouve au sommet de l'organigramme constitutionnel.

Le discours étant fondamentalement une pratique sociale autant que langagière, notre étude nous incline à « analyser la situation et ses contraintes, sa formalité, ses normes, sa finalité et les finalités des participants » (Leimdorfer, 2010, p. 258). Par ailleurs, il convient de porter une attention particulière à la

manière dont reviennent et circulent les éléments discursifs dégagés, par-delà les situations en apparence très localisées, ce qui nous renvoie aux sources même de l'analyse du discours pour laquelle ce dernier est répétition : les présidents sont en effet susceptibles de reprendre à leur propre compte « ce qu'ils ignorent être du déjà-dit » (Courtine et Marandin, 1981, p. 27-28), donc sans même en avoir conscience.

Depuis 1970, six hommes se sont pliés à la cérémonie des vœux, soit une somme de 48 discours. La démarche consiste ici à repérer dans le corpus les occurrences de « crise » lorsque le terme est associé à des enjeux économiques. Et tout en puisant dans des outils lexicométriques capables de révéler les différents *ethos* présidentiels (Leblanc, 2017), c'est à partir d'une perspective sociologique – par « un raisonnement comparatif pour mettre à jour ce qu'il y a d'invariant et de spécifique dans les situations décrites par rapport à d'autres situations » (Lahire, 2005, p. 34) – que nous exposerons d'abord les constances du corpus, puis les particularités propres à chaque président dans son approche de la crise dans les vœux.

Le discours de crise contraint par le rituel et les exigences de la communication politique

S'intéresser aux similarités discursives des six présidents, c'est *de facto* mettre en évidence les éléments qui participent à cette convergence. Deux tendances lourdes se dégagent : d'abord les exigences propres à l'exercice des vœux qui encadrent à la fois la place de la crise et limitent la personnalisation du discours, ensuite les « lois » de la communication politique.

La résistance du vœu face à la crise : la « loi du genre »

De manière générale, l'économie n'est pas directement rattachée aux vœux, entendus comme « rituel institutionnel et politique où s'exprime le pouvoir du président élu par le peuple » (Leblanc, 2017, p. 25). C'est donc en adressant la bonne année aux citoyens que le locuteur est amené à aborder les problèmes économiques du pays. Mais cela se fait dans le respect des règles du genre, lesquelles « lissent » les discours et produisent des « types relativement stables d'énoncés » (Bakhtine, 1984, p. 265). De surcroît, « la fonction présidentielle impose aux discours une forme et des thèmes » conformes à ses exigences en termes de solennité, de modération et de consensus (Mayaffre, 2012a, p. 20) et cela s'applique largement aux vœux. Ceux-ci réunissent les propriétés essentielles du rituel (Cazeneuve, 1992) : exceptionnels et cycliques, immanquablement répétés selon un même format (Kalaydjian et Liquière, 2011, p. 13)¹, au même

1. Une dizaine de minutes généralement, mais jamais plus d'un quart d'heure.

moment et dans le même lieu (le 31 décembre à 20 heures, depuis le Palais de l'Élysée)², avec un choix restreint de formules d'adresse³ et de vœux personnels, l'événement marque l'empathie du chef pour les citoyens « ordinaires ».

Il est révélateur que les vœux pour 1970-1971⁴, années encore marquées par la prospérité, ne laissent guère de place à l'économie, en cela ils correspondent parfaitement au rituel : souhaits aux Français et au pays, bilan de l'année écoulée, hommage à la grandeur nationale, rôle de la France en Europe et dans le monde. Par la suite, la question de la crise bouscule l'exercice tout en ayant du mal à y trouver sa place : non seulement la logique des vœux incline à un message positif, mais en outre, le rituel tend sur le fond à résister à l'événementiel (Leblanc, 2017, p. 80). Ainsi, le terme *crise* en cooccurrence avec l'économie n'apparaît que 43 fois⁵ sur les 48 années (seul Nicolas Sarkozy, on le verra, se distingue sur ce point), ceux de *récession* et de *stagnation* qu'une seule fois chacun (respectivement 2011 et 2015), celui de *ralentissement* trois fois. Le lemme *chômage* est aussi discret (51 occurrences), tout comme *inflation* (dix dont deux seulement dans les années 1970). La comparaison est saisissante avec le lexique « naturel » de l'exercice : 126 pour les lemmes *souhait/vœu*, 70 pour ceux associés à *bonheur/joye*, 98 pour *famille/enfant*. Certes, dès 1972, les vœux sont affectés par la détérioration de la conjoncture, mais le rituel réussit à l'intégrer à sa logique selon un schéma remarquablement constant – *crise* est ainsi tout autant associé au *je* (pronom sujet conforme à l'exercice) qu'au *nous* (plus lié à l'évocation de la situation nationale). Ainsi, tous les locuteurs se rejoignent pour identifier les problèmes, justifier l'action destinée à les résoudre, rappeler leur cadre mondial auquel la France ne saurait échapper, saluer les atouts du pays et des Français.

La « crise » au service de la communication présidentielle

La crise menace potentiellement la crédibilité présidentielle en tant que « capacité du sujet à dire ou faire » : le risque est en effet de tenir des propos pouvant alors « oblitérer l'avenir » (Charaudeau, 2005, p. 52 et 81). Les vœux répondent donc à une double et inséparable nécessité politique : convaincre les auditeurs d'une part que l'action présidentielle est efficace contre la crise (*faire penser*) et d'autre part les mobiliser à cette fin en leur demandant les efforts indiqués (*faire agir*). Au total, le résultat recherché est de gagner le soutien des électeurs, dans la perspective de la compétition politique en cours (*faire voter*),

2. Sans s'attarder sur les très rares exceptions qui ont dérogé aux « règles », nous signalerons la présence de la « première dame » lors des vœux pour 1976, ainsi que ceux pour 1989 prononcés depuis Strasbourg.
3. « Mes chers compatriotes » semble s'imposer le plus souvent.
4. Nous désignerons toujours les vœux par rapport à l'année qui vient, et non par rapport à la date du 31 décembre de l'année en cours.
5. Tous les calculs ont été effectués à l'aide du concordancier AntConc.

sachant que les présidents travaillent à leur réélection et/ou à la victoire de leur famille politique. Ce n'est pas le moindre des mérites du corpus que de mettre en lumière les ressources avec lesquelles la communication politique, « fait inhérent à l'existence même du pouvoir [...] cherche à mobiliser un minimum de légitimité, donc à convaincre et persuader » (Hermet *et al.*, 2015). Nous pouvons en identifier au moins six. La première consiste à désigner, avec une prétention à la plus grande objectivité, les problèmes économiques, rappeler les mesures prises contre la crise, annoncer celles qui viendront – le lemme *promesse* est toutefois rare (dix-neuf occurrences sur tout le corpus dont huit reliées à la crise) – et témoigner de leur efficacité. En ce sens, les présidents tendent à « dépolitiser » le message en le « disjoignant de leur engagement » (Lamizet, 2011, p. 14), c'est-à-dire en donnant l'impression que leurs propos, loin de provenir de leurs postures politiques, relèvent de « la simplicité des essences » (Barthes, 1957, p. 217), de « la transparence du bon sens » (Bourdieu, 1982, p. 155), de « l'évidence du réel » (Guilbert, 2011). Ainsi, Georges Pompidou admet *les réalités*, quand ses trois successeurs prétendent à dire *vrai* (et sa variante *la vérité* chez N. Sarkozy comme chez François Mitterrand, lequel présente la « politique de la rigueur » comme « une épreuve de vérité » (1983), plutôt que comme priorité donnée à la désinflation). Le recours aux métaphores naturalisantes participe à cette mise à distance de la responsabilité présidentielle : d'abord Valéry Giscard d'Estaing (« cette crise commence à refluer lentement, comme une inondation qui se retire », 1979) et N. Sarkozy (*tempête financière*, 2011-2012), à un degré moindre pour G. Pompidou et F. Mitterrand (*bourrasques*, 1974 et 1994). Or si la crise est « naturelle », elle est difficile à combattre si ce n'est inévitable (Fairclough, 2000, p. 24). La deuxième ressource s'évertue à mobiliser les Français autour du projet présidentiel en faisant appel à leurs vertus : les *efforts* (sur 48 occurrences, 32 concernent ceux consentis par les Français face aux problèmes économiques), s'imposant devant le *courage* (17 sur 31). Mais ce *faire agir* s'accompagne d'un *faire espérer* – troisième ressource propre à rassurer (« le ciel de l'économie s'éclaircit », 1979 ; « de nombreux signes » de sortie de crise, 1984 ; « la croissance revient », 2011), en rappelant notamment les atouts du pays, sur le mode épictétique laudatif (« Oui, les Français, en cinq ans, ont beaucoup travaillé et ils ont commencé à desserrer les contraintes de l'avenir », 1980 ; « quand je vois ce dont sont capables tant de Français [...] je suis sûr de nos moyens et de nos chances », 1987 ; « je vois à l'œuvre de nouvelles énergies qui transforment peu à peu notre pays », 1999). La quatrième vise à toucher les auditeurs, en donnant des gages d'empathie et de connivence – sachant que les formes d'adresse permettent d'« atténuer ou d'intensifier les actes du discours » (Teletin, 2013, p. 31). Le président n'est donc pas qu'un chef qui agit mais aussi un homme attentif et proche de son peuple, notamment des plus démunis :

Chacun pense à ceux qui ont été *frappés* par la crise, hommes, femmes, certaines régions à tradition industrielle [...]. (1979 ; *nous soulignons*)

Mes chers compatriotes, 1993 s'en va. Elle aura été l'année *noire* du chômage, qui *ronge* nos sociétés occidentales depuis bientôt vingt ans, qui *frappe* chez nous plus de trois millions de familles, qui *interdit* à la jeunesse d'espérer [...]. (1994)

La crise économique et financière mondiale est venue ajouter son lot de *peines* et de *souffrances*. (2009)

Mais ces deux dernières ressources sont souvent indissociables, dans la mesure où rassurer et toucher ont pour point commun de jouer sur les sentiments :

Car chaque emploi créé, c'est *un peu de force reconquise*. Chaque chômeur qui reprend un travail, c'est *une famille qui respire*, c'est *de l'espoir qui revient*... (2014)

Une cinquième ressource est de parer aux critiques, en rappelant les contraintes extérieures liées à la crise et en faisant apparaître le caractère partisan des reproches de l'opposition. Cela renvoie à une sixième, celle de faire voter, dans la perspective de rendez-vous électoraux prochains, en opposant le bilan du camp adverse à l'action résolue du président contre la crise.

Quelle place pour les stratégies personnelles et l'expression des *ethos* spécifiques face à la crise ?

En dépit de ces constances, tous les présidents ne traitent pas la crise de manière identique dans les vœux. Des *ethos* spécifiques – l'image que les locuteurs donnent d'eux-mêmes grâce à un style discursif visant à convaincre l'auditoire (Charaudeau, 2005, p. 66) – peuvent en effet être dégagés et reliés à la conjoncture économique et au contexte politique. Pour chaque président, il s'agit d'exposer le contenu des discours concernés, tout en les replaçant dans la situation macro-économique de l'époque afin de faire apparaître les éventuelles « disjonctions » entre ce qui est dit de la crise et les indicateurs de la conjoncture. En ce sens, la confrontation des discours aux faits économiques permet de mettre à jour les effets de « cadrage » de chaque locuteur (Goffman, 1991, p. 19). Ainsi le fait de souligner certains aspects de la crise, d'en occulter d'autres, forme « une préparation au raisonnement qui plus qu'une mise en place des éléments constitue déjà un premier pas dans leur utilisation persuasive » (Perelman et Olbrechts-Tyteca, 2008, p. 87). On peut alors raisonner en termes de « rails mentaux » (Freund, 1991 ; Breton, 2000, p. 14) susceptibles d'« entraîner » la pensée de l'auditeur dans une certaine direction et de « disqualifier » les autres. La question porte aussi sur la conception de la « crise » que les locuteurs successifs tendent à imposer à leurs auditeurs, conception tantôt strictement « limitée » à une situation de croissance ralentie (avec des

conséquences probables sur l'emploi), tantôt étendue à des éléments plus structurels, impactant le mode de fonctionnement général de l'économie nationale.

Georges Pompidou : appel à la continuité gaullienne face à la crise

Le style pompidolien reste très marqué par l'idée de « grandeur nationale » de son prédécesseur mais aussi par une conjoncture encore très favorable (chez lui seul, le lemme *prospérité* atteint quatre occurrences contre cinq pour tous ses successeurs réunis). Si le président évoque pour 1972 « la crise monétaire internationale » déclenchée par la décision américaine de suspendre la libre convertibilité du dollar, il pointe aussi, un an avant même le premier choc pétrolier, le problème de la « hausse des prix ». Le constat correspond bien aux fondamentaux de la période (Gueslin, 1989, p. 43-60) : la crise est abordée au prisme de l'*inflation* (six occurrences⁶) qui approche les 8 % fin 1973⁷, bien davantage qu'au regard des indicateurs de production (1973 est à juste titre saluée par le président comme « une année d'expansion exceptionnelle », avec un taux de croissance du PIB de 6,3 % et un chômage avoisinant les 2 %). Le terme même de *crise* aurait pu être évité par le locuteur au regard de la définition générale que les économistes en donnent, et pourtant G. Pompidou envisage la possibilité d'une dégradation générale, utilisant *crise* chaque fois dans un sens différent : *monétaire, énergétique, de l'emploi*. Face à l'inflation, son engagement apparaît à travers une chaîne lexicale associant *gouvernement, hausse, prix* et *mesures* nettement perceptible (1973-1974). Mais il se montre assez peu « directif », *il faut* (trois occurrences) étant utilisé seulement pour indiquer aux auditeurs de *comprendre* ou d'*admettre* ce qui est dit et non comme quelque chose à faire. L'héritage gaullien transparaît également lorsqu'il met en garde contre « la tentation irrationnelle du désordre et de l'agitation » (trois ans et demi après Mai 1968), ce qui renvoie à un idiome rhétorique de « calamité » (Ibarra et Kitsuse, 1993), un dispositif de « mise en péril » (Hirschman, 1991). Il use du conditionnel pour souligner les risques liés à une sortie de la voie qu'il propose (trois cooccurrences entre *-rait* et un verbe dépréciatif *menacer, dégrader* et *enrayer*). Cela accrédite l'idée que le procédé « *there is no alternative* » n'aurait pas attendu l'avènement du néolibéralisme dans les années 1980 pour apparaître (Marcuse, 1968). Mais surtout, le discours de crise dans les vœux sert une stratégie de disqualification de l'adversaire : ainsi G. Pompidou oppose volontiers les avis positifs des experts et de l'étranger sur l'économie française à ceux de l'opposition, responsable selon lui d'une « campagne d'intoxication politique » (1973), ce qui revient à dénoncer le parti-pris par un « simple appel » des faits.

6. On peut en compter sept en y ajoutant « hausse de prix ».

7. Toutes les données concernant l'inflation sont tirées de la Banque mondiale.

Valéry Giscard d'Estaing entre mise à distance de la crise et rhétorique de l'adaptation technologique

Arrivant au pouvoir dans une situation bien plus dégradée, le nouveau président tarde pourtant à désigner la crise par son nom (la première de ses huit occurrences sera seulement pour 1976), ne parle pas de récession pour 1975 (-1 %⁸) et les véritables « discours de crise » ne viendront que pour la période 1979-1980. Le langage est flou, peu technique, comme en témoigne l'usage des termes génériques de *difficultés* (vingt-deux occurrences, la plupart en lien avec l'économie) ou de *problème* (dix occurrences sur un total de vingt-cinq pour le corpus). V. Giscard d'Estaing est toutefois conscient de la spirale inflationniste en marche (13,7 %) qu'il mentionne à trois reprises⁹. Il est d'ailleurs le seul après G. Pompidou à associer *prix* et *pétrole*, tout en annonçant déjà des effets que cela a effectivement sur l'« emploi » (cinq occurrences, auxquelles on peut ajouter les trois de *chômage*). Le plein emploi est d'ailleurs bel et bien terminé (la barre des 4 %¹⁰ est franchie, celle des 5 % trois ans plus tard) et malgré la reprise de 1976, le second choc de 1979 creuse le *déficit* (une occurrence, 1980) de la balance commerciale de près de dix milliards d'euros¹¹. Fidèle à sa volonté de prononcer des « vœux [qui] sont vraiment des vœux » (1975), V. Giscard d'Estaing se montre moins à l'aise avec l'économie – d'où sa faible technicité lexicale – qu'avec les « réformes de société » (la loi Veil est ainsi signalée mais pas le Plan Barre de 1976). Il a recours au futur, par exemple en 1980, tantôt pour annoncer les problèmes (« nous allons subir un nouveau choc »), tantôt pour faire espérer (« nous rétablirons notre situation »), et l'usage du passé trahit parfois son excès d'optimisme (« nous avons traversé une crise sévère, mondiale », 1976). Les liens entre *difficultés*, *crise*, *surmonter* et *devoir/falloir* (quatre occurrences) témoignent d'un volontarisme plus fort que chez G. Pompidou (Leblanc, 2017, p. 288). Et avec le temps, s'accroît l'idée que la crise économique pourrait être résolue *par* une entreprise d'*adaptation* (quatre occurrences toutes en lien avec l'économie) du pays à la hausse de la facture énergétique :

Mais la France n'est plus celle de 1973. Elle s'est transformée depuis [...] elle est mieux armée pour résister au choc. [...] Nos centrales d'électricité nucléaire [...] ont déjà permis la création de 100 000 emplois. [...] C'est un peu comme si les Français avaient construit de leurs propres mains [...] un gisement qui, lui, ne s'épuisera pas. (1980)

8. À partir de cette date, les taux de croissance du PIB sont également tirés de la Banque mondiale.

9. À *inflation* (une occurrence), on ajoutera les deux lemmes *augmentation* et *prix*.

10. À partir de cette date, les taux de chômage sont ceux de l'OCDE.

11. Toutes les données pour cet indicateur sont tirées de l'INSEE et converties en euros afin de faciliter la comparaison avec la situation actuelle.

C'est ainsi que la part de notre électricité d'origine nationale qui était de 45 % en 1973, atteindra 70 % à la fin de 1981. Le lacet passé autour de notre cou sera desserré d'autant. (1981)

Ces discours sont de remarquables exemples de « vœux de campagne » : plutôt que d'attaquer ses adversaires, V. Giscard d'Estaing se sert de la crise et de son bilan politique pour incliner les citoyens à approuver ce dernier, alors que l'Union de la gauche le menace, après sa percée dans les scrutins locaux et européen de 1979.

François Mitterrand : d'un septennat à l'autre, épuisement combatif et désillusion économique

Avec F. Mitterrand, les vœux renouent avec la vision très gaullienne de la grandeur nationale. Mais surtout, on assiste avec lui au renforcement de l'« emprise du discours économique » (Lebaron, 2013, p. 15) sur les vœux, tant au niveau des thèmes que du lexique : en atteste l'usage du terme *inflation* (huit occurrences dont six durant le premier septennat), ou encore celui des lemmes *croissance* et *production* qui totalisent dix-huit occurrences exprimant une volonté très nette de « produire plus, produire mieux » (deux fois en 1982-1983). Son discours de crise expose bien les liens entre *emploi*, *croissance*, *inflation*. Le diagnostic est fondé : l'inflation est encore forte (12 % en 1982), le chômage ne cesse de progresser et dépassera encore les 8 % en fin de mandat ainsi qu'une croissance pour le moins irrégulière (2,5 % en 1982 mais seulement 1,5 % en moyenne entre 1983 et 1985), sans parler d'un déficit commercial de 18 milliards d'euros en 1982. F. Mitterrand est le seul à « préférer » l'usage de *chômage* à celui d'*emploi* (douze occurrences contre dix-sept), ce qui souligne son inquiétude. Son style est directif mais sans excès si l'on compte la durée de son pouvoir (cinq occurrences pour *devoir/falloir*; trois occurrences pour *j'attends*), même si les signes de son volontarisme sont nombreux (*action*, *mobilisation*, *répondre*, *lutte*). L'amélioration est sensible ensuite (4,7 % pour le PIB, 2,7 % pour l'inflation en 1988), même si le chômage oscille encore autour des 10 %. Le second septennat commence bien (4 % de croissance moyenne annuelle en 1988-1990) mais la chute est sévère (1 % en 1991 et surtout -0,6 % en 1993), en dépit d'une reprise l'année suivante (2,3 %). La *crise* n'est alors mentionnée qu'une fois, en 1992, soit avant même la récession (contre cinq pour le premier mandat). Certes, l'inflation se raréfie dans les vœux, alors même qu'elle apparaît définitivement vaincue (0,9 % en 1994) et la balance commerciale redevient positive dès 1992 mais le chômage dépasse encore 11 % au moment où F. Mitterrand s'apprête à quitter l'Élysée. Les vœux pour 1994 débutent d'ailleurs par la gravité de la situation, tout en soulignant la stabilité du « franc redevenu monnaie forte » au regard de la crise du système monétaire européen de 1993 (alors que le krach de 1987 fut occulté, cinq ans plus tôt). Sa position

de garant de l'unité de la Nation se renforce lors des deux cohabitations et le conduit à mettre l'accent sur les grandes questions géopolitiques de la période (effondrement du bloc soviétique, Guerre du Golfe, Union économique et monétaire), plus consensuelles. Cela ne l'empêche pas à l'occasion d'apparaître plus combatif que son prédécesseur : après avoir souligné les aides apportées aux exploitants agricoles « accablés pendant huit années successives par la baisse de leur pouvoir d'achat », il s'adresse en effet directement aux Français pour les mobiliser autour de son bilan à l'approche des législatives de 1986. Ainsi, là où V. Giscard d'Estaing en appelait à « conserv[er] ce qui fait notre force » et « fai[re] le nécessaire pour que la France continue d'être un grand pays » (1981), F. Mitterrand « demande [aux Français] de préserver ce qui a été acquis sur l'injustice sociale et la crise économique » (1986), tout en rejetant « les catastrophes annoncées » par la droite. Quant aux vœux de 1988, ils associent étroitement le rituel et la crise à son programme politique (le « je vous invite » étant mis en lien avec la pensée spécialement dédiée à « ceux que la crise frappe durement »). Le contraste est en tout cas net entre un « premier » F. Mitterrand convaincu qu'il n'est pas de baisse du chômage sans un surplus de croissance et un « deuxième », de plus en plus dubitatif dans les années 1990 sur le caractère mécanique de cette relation (« la reprise économique qu'on nous annonce amorcera-t-elle la décrue du chômage ? Rien ne le garantit », 1994). La désillusion s'exprime même par la « crise de langueur, économique sans doute, psychologique aussi » : si donc « on s'est lassé d'attendre la crise » (1992), c'est peut-être parce qu'on ne parvient décidément pas à en sortir. L'engagement personnel du début (suremploi de *je* en lien avec l'économie) laisse d'ailleurs la place à un ton plus distancié, comme si F. Mitterrand était amené à douter de plus en plus de la capacité de son action.

Jacques Chirac ou la rhétorique de l'adaptation à la mondialisation

Le versant économique des vœux se maintient chez J. Chirac, même si les crises ne se situent pas au premier plan : une seule occurrence est à noter en 1999 et concerne le système financier mondial alors que les autres usages touchent au conflit social autour du Plan Juppé (quatre occurrences pour 1996) ou à des problèmes de société – la « vache folle » en 2001, les émeutes urbaines en 2006, les tensions géopolitiques en 2004 ou 2007. Sur fond de conjoncture également instable (1,6 % de croissance en 1996, mais 3,2 % en moyenne sur les quatre années suivantes), J. Chirac parle davantage de *croissance* (dix-neuf occurrences), laquelle semble nourrir la nette décrue du *chômage* (seize occurrences sur le mandat, dont huit avec l'idée de baisse effective) qui tombe à 8,3 % en 2001, ce qui lui permet de remettre à l'honneur la relation croissance-emploi. Un nouvel enjeu s'impose dans les vœux : celui des déséquilibres des

comptes publics (trois occurrences pour *déficit*, une pour *dette*). Il est vrai que le solde budgétaire – déjà constamment en déficit depuis 1975 – s’est fortement dégradé dans les années 1990. Il est malgré tout ramené de -5,4 % en 1995 à -1,4 % en 2001¹². Parallèlement, l’excédent commercial décolle et frise les 30 milliards d’euros en 1997. J. Chirac a certes des raisons de se féliciter du *changement* (quinze occurrences) impulsé sous sa présidence après avoir dénoncé l’*immobilisme* (1997), les *conservatismes* (1997, 2004) – termes inédits dans les vœux avant lui –, pour autant son quinquennat se solde par une croissance annuelle moyenne de 1,8 % seulement et un taux de chômage de 9 % en 2005. Son activisme s’exprime à travers de fortes poly-occurrences entre *créer*, *activité*, *chômage*, *énergie*, *initiatives*, *effort*, *combat* (Leblanc, 2017, p. 310). Cette confiance s’incarne aussi dans une « rhétorique de l’adaptation », bien plus poussée et ancrée dans l’économie que chez V. Giscard d’Estaing : il appelle en effet la France à accepter « une concurrence de plus en plus vive mais qui nous ouvre aussi des opportunités nouvelles » (2007) :

Et puis nous avons vu la mondialisation en marche. Un monde, c’est vrai, où les crises, notamment financières, se propagent très vite. [...]. Ces changements nous inquiètent parfois. *Et pourtant* ils seront *porteurs de progrès* si nous savons les maîtriser [...]. *Il faut* défaire les nœuds qui nous empêchent d’avancer. [...]. Baisser nos impôts et nos charges qui sont parmi les plus élevés d’Europe. (1999)

En quelque sorte, J. Chirac rappelle ce qui n’a pas (encore) été fait et ce qui doit l’être. Mieux, il puise largement dans l’argument de « l’exception française » inséparable de la « comparaison au voisin » (Guilbert, 2011, p. 93-96) : « nous refusons de voir le monde se transformer autour de nous. Peu à peu, notre pays perdait ses chances » (1997) faute de « réformes que nos partenaires européens ont faites, et que nous avons trop longtemps retardées » (2003). L’idée apparaît également dans les vœux de 1996 et même de 2001, durant la cohabitation. La stratégie vise à faire apparaître l’ère mitterrandienne comme autant d’« années perdues » pour valoriser une *dynamique* (dix occurrences sur onze au total), et placer la France au *rythme du monde* (deux occurrences) et de la *mondialisation* (terme que J. Chirac est seul à utiliser dans le corpus, à neuf reprises). Cela rejaillit dans le style : la forme impersonnelle (*il faut*, *nous devons*, *au gouvernement de...*) est significative, son point de vue personnel s’effaçant derrière une impérieuse nécessité. De même, *en train* (deux occurrences, aucune chez les autres locuteurs) traduit la dynamique des *réformes* en cours, tout comme l’emploi de verbes comme *réussir* ou *avancer*. *A contrario*, l’imparfait est utilisé pour bien opposer la « modernité » au « passé dépassé » (Bourdieu et Boltanski, 2008).

12. INSEE, *Déficit des administrations publiques au sens de Maastricht*.

Nicolas Sarkozy : une rhétorique de l'urgence, un *ethos* protecteur face à la crise financière

Contrairement à V. Giscard d'Estaing, que le choc pétrolier n'empêchait pas de « rester » dans le rituel, le thème de la crise l'emporte largement chez N. Sarkozy qui accède au pouvoir, il est vrai, au pire moment (stagnation en 2008, récession de -2,9 % l'année suivante, remontée du chômage à 9,8 % en 2012¹³). Et l'usage de *crise* atteint une fréquence record (vingt-deux occurrences dans une acception économique), avec de remarquables variantes (*financière*, *économique*, *économique et financière*) mais aussi de fortes irrégularités (une en 2008, sept en 2009 et 2012, trois en 2010 et 2011). En ce sens, les vœux n'en sont pas vraiment, surtout pour 2009 et 2012, les premiers étant adressés aux Français seulement quelques mois après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, les deuxièmes dans la perspective de la réélection. Pour N. Sarkozy, si la crise est historique, c'est d'abord en raison d'un ralentissement de « conjoncture internationale » (2008) largement imputable à un « dérèglement de la finance » (2012). Il poursuit et amplifie aussi le « paradigme de l'adaptation » (voir notamment Durand, 2007 ; Moulène, 2011) initié par son prédécesseur, notamment pour 2011. Ainsi *réforme* est martelé à dix-sept reprises – le terme fait partie du lexique de l'expert recommandant des décisions qui relèveraient non pas de « choix de société » mais de simples « impératifs techniques » (Cussó et Gobin, 2010, p. 10) –, *immobilisme* répété quatre fois, de même qu'il reprend le thème du « retard français » (2008) en lui ajoutant la dimension de l'*urgence* (douze occurrences en 2008, auxquelles on peut ajouter les deux liées au *temps* à ne pas *perdre* en 2008-2009, idée qu'on ne retrouve que chez lui) :

En cette fin d'année 2007 une première étape s'achève sur la voie du changement. Ce fut celle de l'*urgence* [...] *urgence* du choc fiscal et social pour rétablir la confiance et soutenir l'activité, et qui a permis à notre économie de mieux résister que d'autres au ralentissement de la conjoncture, *urgence* du pouvoir d'achat [...] *urgence* des réformes qui attendent depuis vingt ans ou trente ans.

Après avoir souligné les réformes *enfin* (cinq occurrences dans ce sens) faites – une façon détournée de mettre en accusation les prédécesseurs – N. Sarkozy prépare l'échéance de 2012 sur le même mode : « le moment venu, vous ferez votre choix. Mais d'ici là, je dois continuer à agir car l'histoire des décennies à venir s'écrit maintenant » (2012). Cette « dramaturgie » à fort égoïsme (« je veux ») (Calvet et Véronis, 2008) est adoucie par un discours « protecteur » (*protéger*, *préserver* douze fois associés à *crise*) :

13. INSEE, *Comptes de la Nation*.

Depuis le début de la crise, qui en trois ans a conduit à plusieurs reprises l'économie mondiale *au bord de l'effondrement*, je ne vous ai jamais dissimulé la vérité sur *sa gravité* [...] *Sans doute la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale*, cette crise n'est *pas terminée*.

Si en outre, la crise est toujours associée à une baisse de croissance, une hausse du chômage, la nouveauté est qu'elle est maintenant appréhendée – plus explicitement qu'avec J. Chirac – par rapport aux déficits des comptes publics (qui alimentent la dette et minent la confiance dans la crédibilité du pays). Mais les faits malmènent durement ce discours très volontariste : en 2009, le solde budgétaire atteint un plancher historique (-7,2 %), de même que le déficit commercial (60 milliards d'euros en 2011) que N. Sarkozy ne mentionne pourtant pas.

François Hollande ou l'*ethos* incertain : la difficulté à trouver un ton personnel face à la crise

Si *crise* n'est pour sa part utilisé que quatre fois par F. Hollande, le thème occupe une place tout aussi importante que dans les vœux du quinquennat précédent, au moins pour ce qui est des deux premières années. En revanche, l'emprise personnelle sur le discours de crise est faible. Le diagnostic qui en est fait est clairement associé à une faiblesse de la *croissance* (quatre occurrences), un *chômage* élevé (dix, contre tout de même seulement trois pour N. Sarkozy) ainsi qu'*une dette record* et un *déficit* budgétaire préoccupant – il atteint encore 3,5 % en 2015¹⁴. Si F. Hollande ne mentionne pas davantage que N. Sarkozy les déficits extérieurs, le lemme *compétitivité* apparaît six fois (dont trois avec l'idée d'une amélioration à réaliser). Et surtout, il emprunte beaucoup aux présidents antérieurs comme s'il peinait à se trouver un style propre. Ainsi, tout en étant le seul avec F. Mitterrand à parler de *justice sociale*, les vœux, notamment pour 2013-2014, prolongent le volontarisme sarkozyste (sept occurrences pour *réformes* en lien étroit avec l'économie, presque autant que les neuf de son prédécesseur, quatre pour *urgence* sans parler des mesures *enfin* prises – trois occurrences). Si pour 2015, la dimension économique du discours se maintient (*crise* disparaît toutefois), les attentats dominent largement les vœux pour 2016-2017, la tentative est faite de les relier à l'économie : « s'il y a un état d'urgence sécuritaire, il y a aussi un état d'urgence économique et social ». Néanmoins, le chômage, affiché avec insistance comme priorité du quinquennat, se maintient aux alentours des 10 %.

14. INSEE, *Informations rapides*, n° 80, 25 mars 2016.

Conclusion

Les « vœux aux Français » offrent un poste d'observatoire privilégié pour témoigner de la façon dont « la crise », dans sa dimension mondiale, s'est imposée dans ce genre de discours politiques peu enclin à aborder la chose économique. Certes les *ethos* des différents présidents parviennent à s'exprimer alors même que l'ordre du discours et les impératifs du « jeu » politique s'imposent à tous. Plus précisément, le fait de présenter toujours plus nettement la crise comme *défi* semble s'accroître. On peut se demander si cela ne contribue pas à renforcer, dans l'esprit des citoyens, la légitimité de la concurrence mondiale et la nécessité pour eux de s'y plier. En ce sens, on envisagera la performativité des vœux à travers l'usage que la parole présidentielle fait de la crise : car même si les électeurs « sélectionnent » ce qu'ils entendent (Gerstlé, 2008, p. 110) et désavouent régulièrement le pouvoir en place (1981, 1986, 1993, 1997, 2012), cela ne signifie pas que la vision qui leur est donnée de la crise n'exerce pas de réels effets sur eux (Lebaron, 2013, p. 32), effets, il est vrai, difficilement « mesurables ». La mise en discours de la crise dans les vœux contribuerait en tout cas à « la formation de son objet » (Foucault, 1969, p. 55-64), et ce avec une efficacité d'autant plus redoutable que les esprits sont alors plus enclins à la concorde et la mansuétude qu'à la querelle et au débat.

Références

- ALBERTINI Jean-Marie et SILEM Ahmed, 1995, *Économie*, Paris, Dalloz.
- BARTHES Roland, 1957, *Mythologies*, Paris, Éd. du Seuil.
- BAKHTEIN Mikhaïl, 1984, *Esthétique de la création verbale*, Paris, Gallimard.
- BOURDIEU Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.
- BOURDIEU Pierre et BOLTANSKI Luc, 2008, *La Production de l'idéologie dominante*, Paris, Demopolis/Raisons d'agir.
- BRETON Philippe, 2000, *La Parole manipulée*, Paris, La Découverte.
- CALVET Louis-Jean et VÉRONIS Jean, 2008, *Les Mots de Nicolas Sarkozy*, Paris, Éd. du Seuil.
- CAZENEUVE Jean, 1992, *Sociologie du rite*, Paris, PUF.
- CHARAUDEAU Patrick, 2005, *Le Discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.
- COURTINE Jean-Jacques et MARANDIN Jean-Marie, 1981, « Quel objet pour l'analyse du discours », *Matérialités discursives*, B. Conein et al. éd., Lyon, Presses universitaires de Lille, p. 21-33.
- CUSSÓ Roser et GOBIN Corinne, 2008, « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politique*, n° 88, p. 4-11.
- DURAND Pascal éd., 2007, *Les Nouveaux Mots du pouvoir. Abécédaire critique*, Bruxelles, Aden.
- FAIRCLOUGH Norman, 2000, *New Labour, New Language*, Londres, Routledge.

- FOUCAULT Michel, 1969, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.
- FREUND Andreas, 1991, *La Mésinformation*, Grenoble, La Pensée sauvage.
- GERSTLÉ Jacques, 2008, *La Communication politique*, Paris, A. Colin/Dalloz.
- GOFFMAN Erving, 1991, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- GUESLIN André, 1989, *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine, tome 4 : L'économie ouverte 1948-1990*, Paris, La Découverte.
- GUILBERT Thierry, 2011, *L'« évidence » du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite*, Paris, Éd. du Croquant.
- HERMET Guy, BADIE Bertrand, BIRNBAUM Pierre et BRAUD Philippe, 2015, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, A. Colin.
- HIRSCHMAN Albert O., 1991, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard.
- IBARRA Peter R. et KITSUSE John I., 1993, « Vernacular Constituents of Moral Discourse: An Interactionist Proposal for the Study of Social Problems », D. R. Loseke et J. Best éd., *Constructionist Controversies: Issues in Social Problems Theory (Social Problems and Social Issues)*, New York, A. de Gruyter.
- KALAYDJAN Béatrice et LIQUIÈRE Patrice, 2011, *Bonne année, la France ! Les vœux présidentiels depuis 1958*, Paris, La Documentation française.
- LAHIRE Bernard, 2005, *L'Esprit sociologique*, Paris, La Découverte.
- LAMIZET Bernard, 2011, *Le Langage politique. Discours, images, pratiques*, Paris, Ellipses.
- LEBARON Frédéric, 2013, « Pour une sociologie de la production et de la diffusion des discours économiques. Réflexion à partir de l'exemple de *modèle social* », M. Temmar, J. Angermüller, F. Lebaron éd., *Les Discours de l'économie*, Paris, PUF, p. 13-34.
- LEBLANC Jean-Marc, 2017, *Analyses lexicométriques des vœux présidentiels*, Londres, ISTE.
- LEIMDORFER François, 2010, *Les Sociologues et le langage*, Paris, Éd. de la MSH.
- MARCUSE Herbert, 1968, *L'Homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Éd. de Minuit.
- MOULÈNE Frédéric, 2011, *Les Électeurs face à la thématique de la « rupture » dans la campagne présidentielle française de 2007 : loyauté ou résistance ? Une contribution sociologique à l'étude de la performance des discours politiques*, Thèse de doctorat : Sociologie, Université de Strasbourg.
- MAYAFFRE Damon, 2012a, *Le Discours présidentiel sous la Ve République. Chirac, Mitterrand, Giscard, Pompidou, De Gaulle*, Paris, Presses de Sciences Po.
- , 2012b, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours (2007-2012)*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PERELMAN Chaïm et OLBRECHTS-TYTECA Lucie, 2008, *Traité de l'argumentation*, Bruxelles, Éd. de l'université de Bruxelles.
- TELETIN Andreea, 2013, « Les vœux présidentiels au Portugal, en France et en Roumanie, et la crise internationale. Les enjeux des formes d'adresse et des procédés d'atténuation/intensification », *Mots. Les langages du politique*, n° 101, p. 31-45.